



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

- Présents** Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
 Christophe Magdalijs, *Bourgmestre f.f.* ;
 Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,
 Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;
 Didier Gosuin, Bernard Noel, Véronique Jamouille, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent
 Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc
 Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André
 Decourrière, *Conseillers communaux* ;
 Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.
- Excusés** Isabelle Désir, Michel Wauters, Suzanne Coopmans, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.09.15

#Objet : Règlement communal relatif à l'occupation des VéloBox sécurisés.#

Séance publique

Mobilité

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, articles 117 et 119 bis ;

Vu le Plan IRIS II des déplacements (A.G. 09/09/10) ;

Vu l'Ordonnance du 22/01/2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/07/2013 portant le volet règlementaire du Plan régional de politique de stationnement et plus particulièrement la section 1 du chapitre 3 ;

Considérant qu'il convient que les Communes favorisent l'usage du vélo comme substitut aux modes de déplacements urbain motorisés grâce à des facilités de stationnement pour les vélos ;

Considérant qu'il y a lieu de faciliter l'usage du vélo par les riverains en leur offrant des possibilités de stationnement clos, couverts, sécurisés ;

Considérant, dès lors, qu'il convient d'étendre l'offre de stationnement vélos en voirie ;

Sur proposition du Collège échevinal,

ARRETE :

Article 1

Un emplacement dans un VéloBox est mis à disposition des personnes qui en font la demande au Collège des Bourgmestre et Echevins dans la limite des moyens disponibles et aux conditions fixées par le présent règlement.

Article 2

Le bénéficiaire d'un emplacement dans un VélosBox a l'obligation, avant la mise à disposition de

l'emplacement, de souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile.

Article 3

Le VéloBox peut être uniquement utilisé par l'occupant pour y garer un vélo. Il n'est pas permis d'y placer d'autres objets. Des vélos d'un format exceptionnel tels que des triporteurs, des tandems, des tricycles et autres, ne peuvent y être placés, sauf autorisation explicite du Collège des Bourgmestre et Echevins. Cette interdiction vaut également pour des motocyclettes ou autres véhicules, quels que soit leur nature. Les vélos électriques sont autorisés à condition que leur taille n'excède pas celle d'un vélo ordinaire.

En cas d'infraction à cette règle, le contrat est dissout de plein droit à charge de l'occupant.

Le droit d'occupation ne peut être cédé. Il est interdit à l'occupant de sous-louer l'emplacement à un tiers ou d'en autoriser l'utilisation. Il est interdit à l'occupant de faire reproduire le dispositif de fermeture.

L'occupant agira en bon père de famille et assurera, avec les autres occupants, la propreté de l'intérieur du VéloBox. Il est tenu de signaler immédiatement au Collège des Bourgmestre et Echevins tout dommage, défectuosité, vandalisme ou infraction constatés ((02.676.48.76, * mobilite@auderghem.irisnet.be).

La commune a accès au box à vélos en tout temps, afin de vérifier la bonne exécution des dispositions du contrat.

Le VéloBox n'est pas gardé. L'occupant a l'obligation de verrouiller convenablement celui-ci après chaque usage, ainsi que le vélo qui est placé dans le box. La commune ne peut en aucune manière être tenue responsable des dommages ou vols dans le chef de l'occupant ou de tiers.

L'occupant est conscient du fait que le VéloBox est partagé avec d'autres occupants. Afin de réduire au minimum la garantie et les frais d'utilisation de celui-ci, le Collège des Bourgmestre et Echevins ne remplacera pas systématiquement la serrure en cas de perte du dispositif de fermeture par un des occupants. L'occupant accepte les risques inhérents à cette situation et ne peut tenir la commune responsable des dommages pouvant en découler.

La commune assure l'entretien de l'extérieur du VéloBox. Toutes les réparations de celui-ci sont à sa charge, sauf celles dues à la négligence de l'occupant.

L'occupant s'engage à libérer temporairement le VéloBox pour une période bien déterminée, à la demande expresse de la commune, par exemple pour l'exécution de travaux d'entretien. Le Collège des Bourgmestre et Echevins communiquera une telle évacuation au moins 10 jours calendrier à l'avance à l'occupant par lettre ou par courriel.

Article 4

La redevance d'occupation est payable annuellement. Le prix de la redevance d'occupation est fixé à 60,00 € / an (5,00 € /mois). La redevance d'occupation est payée par virement sur le compte financier de la commune. Il est payable au plus tard pour le premier jour du premier mois d'occupation, et ensuite chaque année à la même date.

Lorsque la commune, en cas de force majeure, ne peut garantir l'usage du VéloBox, l'occupant sera déchargé de ses obligations.

Article 5

En cas de non-respect par l'occupant de ses obligations, l'autorisation d'occupation peut être révoquée de plein droit sans indemnités et/ou remboursement. Le bénéficiaire de l'autorisation d'occupation sera tenu de libérer immédiatement l'emplacement.

Article 6

L'occupant se voit remettre un dispositif de fermeture permettant le verrouillage et le déverrouillage du VéloBox.

En cas de perte du dispositif de fermeture, l'occupant en avisera immédiatement le Collège des Bourgmestre

et Echevins. Un nouveau dispositif de fermeture peut lui être délivré à concurrence d'une somme forfaitaire de 50,00 €.

Article 7

Le contrat est fixé pour une durée de 1 ou 2 ans. Il peut être reconduit pour la même validité.

Les parties peuvent mettre fin au contrat sans aucune motivation et moyennant un préavis d'un mois. Le délai du préavis prend cours le premier jour du mois suivant le mois durant lequel le préavis a été signifié. Le préavis de résiliation doit être signifié à l'autre partie par courrier simple ou par courriel. La date d'envoi (date de la poste), en cas de courriel la date d'envoi vaut comme date de signification de résiliation du contrat.

En cas de résiliation d'une des deux parties, aucun remboursement de la redevance des mois restants ne sera dû.

A la fin du contrat, l'occupant est tenu de laisser le VéloBox libre, propre et en bon état et de restituer le dispositif de fermeture au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le dispositif de fermeture devra être restitué par l'occupant au Collège des Bourgmestre et Echevins à la fin du contrat.

Pour chaque mois entamé après l'expiration du contrat, où le VéloBox ne serait pas libéré ou vidé, une indemnité de 50,00 € par mois sera due.

Article 8

Les places dans le VéloBox sont attribuées par le Collège des Bourgmestre et Echevins uniquement aux habitants de la commune d'Auderghem qui sont domiciliés dans un périmètre de 500 mètres maximum à pied du VéloBox, qui utilisent de manière régulière le vélo comme moyen de déplacement « domicile-travail » et dont la configuration de l'habitation ne permet pas le stationnement aisé de vélos (absence de garages, de local vélos, de zones de cours et jardins accessibles, etc.).

Le nombre de places par ménage est limité à une. Au cas où il y aurait plus de demandes que de places disponibles, les places sont attribuées suivant la date d'ancienneté de la demande. A cette fin une liste d'attente est établie par l'administration communale.

Au cas où les places disponibles dans un box ne sont pas toutes louées, la commune peut décider de les attribuer aux habitants qui ne répondent pas aux critères de base cités ci-dessus.

Article 9

Les infractions au présent règlement sont punies d'une amende administrative communale de 350,00 € maximum.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 septembre 2015

Le Secrétaire communal,
Par délégation,
Le chef de service

Le Bourgmestre f.f.,
Par délégation,

Cédric Schlueppmann

Bruno Collard



BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

- Aanwezig** Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;
 Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;
 Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,
 Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;
 Didier Gosuin, Bernard Noel, Véronique Jamouille, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent
 Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc
 Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André
 Decourrière, *Gemeenteraadsleden* ;
 Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.
- Verontschuldigd** Isabelle Désir, Michel Wauters, Suzanne Coopmans, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.09.15

#Onderwerp : Gemeentelijk reglement betreffende de bezetting van beveiligde fietsboxen.#

Openbare zitting

Mobiliteit

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikels 117 en 119bis;

Gelet op het IRIS II Plan van vervoer (R.G. 09/09/10);

Gelet op de Ordonnantie houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap (A.G. 18/06/13);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan – bijzonder Hoofdstuk 3 – Afdeling 1 (A.G. 18/06/13);

Overwegend dat het past dat de gemeenten het gebruik van de fiets als alternatief voor de stedelijke gemotoriseerde verplaatsingswijzen aanmoedigen door middel van parkeerfaciliteiten voor fietsen;

Overwegend dat het past dat de gemeenten het gebruik van de fiets voor de bewoners vergemakkelijken door hen afgesloten, overdekte, veilige en ergonomische parkeermogelijkheden aan te bieden;

Overwegend derhalve dat het nodig is om het aanbod van fiets parkeren in het wegennet uit te breiden;

Op voorstel van het Schepencollege,

BESLIST

Artikel 1

Er is, binnen de grenzen van het beschikbare en volgens de onderstaande voorwaarden, een plaats in een fietsbox beschikbaar voor al wie een aanvraag bij het Schepencollege indient.

Artikel 2

Wie een plaats in een fietsbox toegewezen krijgt moet, vooraleer over de plaats te kunnen beschikken, verplicht een wettelijke aansprakelijkheidsverzekering nemen.

Artikel 3

De fietsbox dient door de gebruiker uitsluitend gebruikt te worden voor het stallen van een fiets. Het is niet toegestaan er andere goederen te plaatsen. Ook fietsen van een uitzonderlijk formaat, zoals een bakfiets, tandem, driewieler e.d. mogen niet in de stalling worden geplaatst, tenzij met de uitdrukkelijke toestemming van het Schepencollege. Dit verbod geldt ook voor gemotoriseerde fietsen of voertuigen van welke aard ook. Elektrische fietsen mogen wel in de stalling worden geplaatst, mits ze de afmetingen van een gewone fiets niet te buiten gaan.

Bij overtreding van dit verbod wordt het contract onmiddellijk en van rechtswege opgezegd ten laste van de gebruiker.

Het gebruik kan niet worden overgedragen. De gebruiker mag de stalling niet aan derden onderverhuren of anderszins in gebruik geven. Het is aan de gebruiker verboden extra sleutels van het sluitsysteem te laten maken.

De gebruiker zal zich, samen met de andere gebruikers, bij het gebruik van de stalling als een goede huisvader gedragen en de fietsbox binnenin netjes houden. De gebruiker dient elke vorm van schade, defect, vandalisme of inbraak onmiddellijk aan het Schepencollege te melden (02/676.48.76, mobilite@oudergem.irisnet.be).

De gemeente heeft te alle tijde toegang tot de fietsboxen om toe te zien op de naleving van de bepalingen van dit contract.

De stalling is onbewaakt. De gebruiker is verplicht om de fietsbox na elk gebruik degelijk af te sluiten en om de fiets die in de stalling wordt geplaatst op slot te zetten. De gemeente kan op geen enkele wijze aansprakelijk gesteld worden, noch voor schade in hoofde van de gebruiker, noch voor schade aan derden.

De gebruiker is bewust dat hij/zij de fietsbox met andere gebruikers deelt. Om de waarborg en de gebruikskosten van de fietsbox zo laag mogelijk te houden, zal het Schepencollege het slot niet systematisch vervangen in geval van verlies van de sleutel door een of andere gebruiker. De gebruiker aanvaardt de risico's die hieraan verbonden zijn en kan de gemeente niet aansprakelijk stellen voor eender welke schade die hieruit zou voortvloeien.

De gemeente staat in voor het onderhoud van de buitenkant van de fietsbox. Alle herstellingen aan de fietsbox worden door de gemeente gedragen, tenzij deze het gevolg zouden zijn van een nalatigheid van de gebruiker.

De gebruiker verbindt er zich toe de fietsberging tijdelijk te ontruimen voor de welbepaalde periode die door de gemeente gevraagd wordt, bijvoorbeeld voor onderhoudswerkzaamheden. Het Schepencollege verbindt er zich toe dergelijke ontruiming ten minste 10 kalenderdagen op voorhand aan de gebruiker te melden via brief of e-mail.

Artikel 4

De bezettingsretributie wordt jaarlijks betaald. De prijs van de bezettingsretributie is vastgelegd op 60,00 €/jaar (5,00 €/maand). De huurprijs wordt betaald door overschrijving op de bankrekening van de gemeente. De betaling van de retributie gebeurt uiterlijk tegen de laatste dag van de eerste huurmaand en vervolgens elk jaar tegen dezelfde datum.

Indien de gemeente door overmacht het gebruik van de fietsbox niet kan garanderen, zal de huurder ontlast worden van zijn verplichtingen.

Artikel 5

Bij gebrek aan naleving van zijn verplichtingen door de bezitter kan de gemeente de borg gedeeltelijk of volledig inhouden.

Artikel 6

De gebruiker ontvangt een sluitsysteem dat de vergrendeling en ontgrendeling van de fietsbox mogelijk

maakt.

Bij verlies van het sluitsysteem zal de gebruiker het Schepencollege hiervan onmiddellijk op de hoogte brengen. Een nieuw sluitsysteem kan verkregen worden tegen een vast bedrag van 50,00 €.

Artikel 7

Het contract wordt afgesloten voor een periode van 1 of 2 jaar, en kan verlengd worden voor eenzelfde periode. De partijen kunnen de overeenkomst zonder enige reden aan te geven opzeggen mits een opzegtermijn van één maand. De opzegtermijn gaat in op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de opzegging werd medegedeeld. De opzegging dient per brief of per email aan de andere partij te worden overgemaakt. De datum van de afgifte, of bij e-mail, de datum van versturen, geldt als datum van mededeling van opzegging van het contract.

Bij opzegging door een der partijen, wordt er geen terugbetaling van de retributie voorzien in verhouding tot de nog ter lopende maanden.

Bij het einde van het contract moet de gebruiker het sluitsysteem aan het Schepencollege terugbezorgen.

De gebruiker is gehouden de fietsbox vrij, proper en in behoorlijke staat achter te laten;

Voor elke begonnen maand waarin de fietsbox na het einde van het contract niet gebruikt kan worden of niet ontruimd werd, dient er een vergoeding van 50,00 €/maand betaald te worden.

Artikel 8

Plaatsen in de fietsbox worden door het Schepencollege enkel toegewezen aan inwoners van Oudergem die gedomicilieerd zijn op maximum 500 m loopafstand van de fietsbox en bij wie de configuratie van de woning niet toestaat makkelijk fietsen te stallen (geen garages, fietsenstalling, geen toegankelijke tuin of binnenplaats enz. ..).

Per gezin wordt er slechts één plaats toegewezen. Als er meer aanvragen dan plaatsen zijn, worden de plaatsen toegewezen naar gelang van de datum van de aanvraag. Hiervoor wordt er door het gemeentebestuur een wachtlijst opgemaakt.

Als niet alle plaatsen in een fietsbox verhuurd zijn kan de gemeente beslissen plaatsen toe te wijzen aan bewoners die niet voldoen aan de bovenstaande basiscriteria.

Artikel 9

Overtredingen van deze regeling worden bestraft met een administratieve gemeenteboeite van maximum 350,00€.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 25 september 2015

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,
De dienstverantwoordelijke

De Burgemeester d.d.,
Bij opdracht,

Cédric Schluëppmann

Bruno Collard